

Communiqué de presse

Berne, le 3 décembre 2015

L'économie suisse reste verte

La révision de la loi sur la protection de l'environnement n'est plus à l'ordre du jour. L'Union suisse des arts et métiers usam salue la décision du Conseil des Etats de ne pas entrer en matière. Cette révision était inutile, inefficace et coûteuse. L'économie suisse figure aujourd'hui déjà parmi les meilleures du monde en matière d'efficacité des ressources et d'efficacité énergétique. Et elle peut le rester, grâce à la décision de la Chambre des cantons. Car en l'occurrence une planification étatique ne serait d'aucune aide.

Quelles que soient les comparaisons internationales, l'image que donne l'économie suisse reste la même : celle d'une économie verte. Au lieu de le reconnaître, le Conseil fédéral voulait modifier la loi sur la protection de l'environnement. Ce qui aurait non seulement bureaucraté les mesures volontaires mises en place par l'économie, mais encore rendu leur application plus difficile. Planification étatique, coûts réglementaires et mise sous tutelle ne contribuent pas à préserver l'environnement. Le Conseil national ayant lui aussi déjà rejeté la proposition du Conseil fédéral, la décision de non-entrée en matière prise aujourd'hui par le Conseil des Etats marque l'abandon définitif du projet. C'est un grand « plus » pour l'environnement et l'économie.

En sa qualité de plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'usam s'engage pour une utilisation efficiente des ressources, car cela va dans l'intérêt même des entreprises. L'accroissement de l'efficacité doit toutefois répondre aux exigences de la pratique et de l'économie. L'usam s'oppose à l'introduction de solutions bureaucratiques, coûteuses et compliquées.

Renseignements complémentaires**Hans-Ulrich Bigler**, directeur, tél. 031 380 14 14, mobile 079 285 47 09**Henrique Schneider**, responsable du dossier, tél. 031 380 14 14, mobile 079 237 60 82

Numéro 1: plus grande organisation faîtière de l'économie suisse,
l'usam représente 250 associations et quelque 300 000 PME.